

Ils vont trouver le chemin du Hamas... Epître aux Béotiens

Version moderne de « la pitié dangereuse » ou encore « Ecrasons le scorpion tant qu'il en est encore temps »

Comme l'écrit James Lileks le 26 avril dans la JWR :

.../ "Comprenez bien : ils ne sont pas civilisés, et le dialogue n'y mettra pas fin". Il ajoute : l'Iran a annoncé qu'il allait offrir 50 millions de \$ au Hamas pour payer ses factures. "Argent de poche, diriez-vous". Mieux vaut dire "Argent de poche à grenade" ./...

.../ le jour suivant cette récompense, un islamikaze à la bombe a tué huit personnes [dont deux Français, en blessant grièvement une jeune touriste française] à un stand de restauration rapide à Tel Aviv.

Le Hamas, parlant avec ce sens exquis de la nuance et de la raison qui les a fait élire pour diriger l'Autorité Palestinienne, défend l'attaque. Ils blâment l'agression d'Israël - sûrement pour les pots de fleurs renversés sur le chemin de Gaza - et désignent cette action comme de "l'autodéfense" ./...



Comment l'Occident devrait-il répondre, poursuit-il ? Le front plissé, bien sûr :

.../"Le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan, par son porte-parole, a appelé l'autorité Palestinienne "à prendre une position publique claire contre de tels actes de terrorisme injustifiables".

En d'autres termes, Annan veut que le Hamas condamne comme "injustifiable" quelque chose qu'il a justifié. Et de le faire sincèrement : voilà la réponse des hommes civilisés à la barbarie : ils en sont réduits à quémander un mensonge"/...

Outre le fait qu'il est absolument étrange que jour après jour, le nombre de "fonctionnaires palestiniens" - bien souvent des "justiciers armés autoproclamés intégrés dans les forces du "Fatah", qui n'ont pas de scrupule à revendiquer les attentats commis en Israël, en partage avec le "jihad islamique" pour offrir une feuille de vigne virginale au Hamas, qui pourrait ainsi se targuer de "respecter la trêve avec Israël depuis plus d'un an", il est de la première importance de savoir pourquoi ce serait le "peuple palestinien" qui devrait faire l'objet de toutes les attentions de la planète, alors que bien d'autres peuples souffrent depuis des années dans la misère et de l'injustice, à commencer par celui du Darfour, sans oublier le peuple iranien, vivant sous la férule de fous de dieu depuis 27 ans, ni le Peuple martyr de Corée du Nord, vivant sous l'oppression de tyrans communistes atteints de folie autodévastatrice, depuis 53 ans. Ne parlons pas du Peuple martyr du Rwanda, au génocide duquel l'administration française a participé comme le décrit avec moult détails Serge Farnel dans une série d'articles publiés par la MENA : "Un étendard sanglant à laver", en 12 parties.

Pour en revenir aux Palestiniens, il y a en cette fin avril - début mai 2006 un tir de barrage médiatique dont j'ai relevé quelques perles dans le Figaro.

Selon l'adage "Qui peut le plus, peut le moins", et si le Figaro adopte dans cette affaire un ton uniformément propalestinien, et fait un plaidoyer pro-Hamas dans tous les éditoriaux et articles dont nous verrons des extraits, on peut être assuré que le "Monde", Libération" et la majorité des hebdomadaires nationaux abondent dans le même sens.

M. Jacques Chirac et son Premier Ministre Villepin sont aujourd'hui totalement démonétisés sur le plan politique aussi bien en France, qu'en Europe, pour ne rien dire du monde anglo-saxon, où on le considère pour un escroc, a fortiori incapable. Jacques Chirac suscite auprès des Français un indice de défiance jamais atteint par un président de la Vème République, au point que commentateurs et hommes politiques de tous bords s'accordent sur la nécessité d'une réforme de la constitution qui rendra ses pouvoirs au Parlement en matière de politique étrangère, de défense, de budget, et débouchera sur une VIème République.

Il aura fallu un homme aussi incapable que Chirac pour mesurer les dangers d'une constitution qui conduit inéluctablement au césarisme. Quand César devient Néron...

Le seul os qui lui reste à ronger, c'est sa "chère Politique Arabe de la France", où le "Peuple palestinien » occupe la place enviée de cerise sur le gâteau d'un monde dominé par la corruption des élites, et l'oppression des Peuples.

Mais peu importe, ce soi-disant combat pour les "pauvres victimes palestiniennes" ayant le don de rassembler les foules enkeffyiées de l'Europe pacifiste bêlante, Chirac s'est emparé de cet os avec sa mâchoire de pitbull, et ne saurait le laisser à personne d'autre.

Le voilà à la recherche, avec Mahmoud Abbas, Kofi Annan, et bientôt Romano Prodi l'italien, José Luis Zapatero le savetier espagnol, d'un "Chemin du Hamas" qui leur permettra de contourner l'interdiction faite par la communauté internationale - Quartette en tête - de coopérer avec une organisation terroriste - le Hamas - inscrit comme telle sur la liste des organisations infréquentables.

Les Palestiniens font l'objet depuis 58 ans, soit trois générations, de l'attention jamais démentie de l'ONU, qui a créé un organisme spécifique pour eux : l'UNWRA. Cette organisation qui fait vivre dans la corruption et la gabegie 15.000 fonctionnaires dont une très grande majorité de palestiniens, qui perpétuent la mendicité comme mode de vie, pour l'excellente raison que les "pays frères arabes" se sont prononcés à de multiples reprises pour le "triple Non" : Non à la reconnaissance de l'Etat d'Israël, Non à un traité de paix, Non à la normalisation des relations avec l'Etat.

Comment se tirer ce dard du pied, alors qu'il est si pressant "d'aider le Peuple palestinien" pour lui éviter une "catastrophe humanitaire" ?

Chirac propose de verser l'argent des contribuables à un fond international géré par la banque mondiale ou le FMI, qui le reverserait à Mahmoud Abbas, élu en janvier 2005 à la grande satisfaction de la communauté internationale.

La situation de "Peuple mendiant et terroriste" vous confère-t-elle une rente éternelle sur la générosité de la "communauté internationale" ?

Il y a une réponse assez simple à cette question : les Européens, effrayés par les conséquences du premier embargo pétrolier ayant suivi la guerre d'agression par une ligue de pays arabes contre Israël en octobre 1973 (dite "guerre de Kippour"), les Européens donc, sous les oripeaux de "l'humanitaire", veulent pouvoir préserver leur plein d'essence du dimanche, à des tarifs qui ne dépasseraient pas les 75 \$ qu'ils ont allègrement atteints.

Avec les fortunes ainsi accumulées, les pays arabes producteurs ont multiplié :

- les sites de propagation de l'Islam, avec la bénédiction de dirigeants européens organisateurs de l'Eurabia, sans le consentement éclairé de leurs peuples.
- les investissements juteux sur l'ensemble de la planète qui alièneront notre indépendance économique dans l'avenir, motivant la complaisance du monde des affaires avec une civilisation arabo-musulmane où les mots "démocratie" et respect des droits de l'homme" n'ont ni signification, ni traduction concrète.

Dans une "libre opinion" en date du 26 avril²

(http://www.lefigaro.fr/debats/20060426.FIG000000162_israel-face-au-hamas-les-ri...)

Un historien directeur de recherche au CNRS évalue les risques de l'option militaire face au Hamas.

L'auteur écrit :

.../" Bref, à défaut de renoncer à ses violents principes, il doit, pour un temps, modérer ses actes. C'est la seule option qui s'offre à ses dirigeants. Mais ont-ils les moyens et les nerfs de s'y tenir dans un environnement chaque jour plus hostile ? Leur conduite

depuis l'installation du nouveau gouvernement ne cesse d'osciller entre la prudence et la provocation : tactique maladroite, et dangereuse, au service d'une stratégie habile./...
.../ « Or, vue d'Israël, cette stratégie présente à terme de redoutables risques. Le premier serait de laisser au mouvement islamiste, pour peu qu'il survive à ses débuts chaotiques, le temps de s'organiser et de se renforcer militairement, avant de choisir le moment opportun pour interrompre la trêve (comme il l'a fait dans le passé) et relancer le cycle de la violence. Plus alarmante encore est l'alliance nouée avec les Iraniens, qui s'emploient d'ores et déjà à renforcer leur présence dans les territoires palestiniens en fournissant au Hamas la même assistance stratégique et financière qu'ils apportent au Hezbollah dans le nord. D'autant que le retrait israélien de la bande de Gaza a facilité leur accès à cette partie de la région, où leurs agissements menaceraient non seulement Israël, mais plus encore la Jordanie et, au-delà, l'Égypte dont la stabilité politique n'est pas à toute épreuve. /...

Il poursuit :

.../"Puis il y a l'option militaire. Elle pose que si le Hamas ne change pas radicalement et s'il avalise des attentats sanglants, comme il vient de le faire, ou même des actes de violence «de basse intensité», il faudra déclencher une offensive générale dans les Territoires pour frapper l'infrastructure terroriste en cours de reconstitution, au risque de défaire le gouvernement islamiste et de plonger les Territoires dans l'anarchie. Là encore, on ne voit pas quelle suite politique tant soit peu favorable peut en émerger : Israël a décidé, heureusement, de partir de Gaza, ce n'est pas pour y retourner. » /...

Et ajoute de façon réaliste :

.../"Mais on peut également conjecturer, sur une note plus optimiste, qu'à la faveur des pressions internationales, le Hamas renonce à sa Charte et s'engage sur la voie de la négociation, en quoi il ne serait plus le Hamas. **C'est faire, me semble-t-il, peu de cas des convictions qui animent ses militants. La conversion au pragmatisme ne peut effacer en quelques mois, ni en quelques années, des principes et des idées enracinées de surcroît dans une profonde croyance religieuse : parier sur leur abdication au nom de la raison politique est une chimère propre à nos sociétés démocratiques**"./...

.../"De fait, les incertitudes qui plombent aujourd'hui les relations israélo-palestiniennes dépassent le cas particulier du Hamas. Ce mouvement n'offre à la vérité que la version extrême d'un état d'esprit encore largement répandu au sein des classes dirigeantes palestiniennes : la difficulté intime d'intérioriser la légitimité d'Israël et d'élaborer, partant, une vision claire de la paix, des frontières et des modalités de coexistence commune. C'est cette difficulté qui explique, plus qu'aucun autre facteur, l'échec d'Oslo, les tergiversations perpétuelles et les retournements d'Arafat, et, finalement, le déclenchement de la Seconde Intifada. Si beaucoup de Palestiniens consentent à négocier avec Israël, ils sont loin d'être aussi nombreux à accepter d'entériner définitivement la fin du «conflit des cent ans». L'occupation militaire, l'extension continue des implantations et les injustices, les souffrances, l'amertume qu'elles génèrent ne suffisent pas à l'expliquer. **Le problème se noue à d'autres profondeurs : ce qui diffère la majorité des Israéliens de la majorité des Palestiniens c'est ce fait élémentaire, et essentiel, qui consiste tout simplement à accepter l'autre. Nous n'en sommes pas là. " /...**

Enfin, l'auteur de l'article jusque là fort pertinent, termine dans l'illusion des bonnes âmes désespérées en état de siège, avec un éclair de lucidité :

*.../ "En attendant ce temps lointain, la seule option qui se présente au gouvernement israélien, quel que soit son interlocuteur en face, est de poursuivre le retrait des territoires palestiniens sur une ligne qui reste à déterminer. Cette politique comporte des risques considérables, notamment militaires, auxquels il faudra apporter des réponses militaires autres que la réoccupation des Territoires. **Mais toute autre solution que la séparation entre les deux peuples compromettrait le maigre espoir de les voir un jour retrouver une coexistence pacifique.** »/...*

Car le retrait de la bande de Gaza en août 2005 a surtout prouvé une chose aux Palestiniens gavés de propagande jihadiste : c'est le Hamas qui aurait provoqué ce départ, et non pas la sagesse politique d'Ariel Sharon, comprenant l'urgence de la séparation des deux peuples pour des raisons démographiques. En conséquence, pour les Palestiniens, la "résistance à l'occupation paie", au moins en termes de propagande, aux dépens de la vérité.

L'auteur de cet article a le mérite de fixer les enjeux, même si à la vérité, les Forces de Défense d'Israël sont tout à fait en mesure d'écraser le scorpion du Hamas. On peine à comprendre pourquoi il ne le fait pas sans état d'âme.

Dans un article en date du 27 avril, ce sont cinq médecins qui mêlent leurs plumes pour écrire un plaidoyer propalestinien.

(<http://www.lefigaro.fr/debats/20060427.FIG000000167-le-desastre-humanitaire-qui...>)

Les noms des auteurs ne sont pas mentionnés, mais il y a là un professeur de médecine de Bichat à Paris, un autre de Florianopolis au Brésil, deux médecins anesthésistes, et un cardiologue à Paris.

C'est dire que le "Peuple palestinien" bénéficie au sein de la communauté médicale d'un courant de sympathie intensif. Que c'est beau l'humanitaire !

Vous rendez-vous compte ? Mêler, dans un même élan, les "Restaurants du Coeur", "Médecins Sans Frontières", et Robin des Bois en prenant l'argent des riches européens pour le reverser aux veuves et aux mères de "martyrs palestiniens", comment résister à l'attrait de ce romantisme de pacotille islamo-gauchiste que le Che Guevara n'aurait pas renié ? Alors voilà nos nobles médecins qui plaident la cause du malheureux Peuple palestinien, avec des arguments qui nous en révèlent plus sur le fonctionnement de nos institutions que le porte-parole du quai d'Orsay lui-même. Je cite :

.../ "Or voilà qu'à la suite des élections législatives, dont tous les observateurs ont reconnu l'exemplaire régularité, le Hamas l'a emporté. Avec pour conséquence l'arrêt de l'aide européenne./...

Question : faut-il continuer à aider une organisation terroriste aux projets fascistes éradicateurs d'Israël ?

La réponse est non ! Mais les bons apôtres ne sont pas gênés :

.../ « Cette décision est dramatique. Depuis des années, la Palestine vit au bord du gouffre. Avec la perte des revenus des travailleurs journaliers en Israël, l'aide européenne est cruciale : elle assure le salaire des 140 000 fonctionnaires palestiniens, dans un pays où le chômage avoisine les 70%, où 60% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. »/...

Notons à ce stade que le nombre des "fonctionnaires de l'AP est de 140.000. Nous verrons dans un article daté du même jour que ce nombre va se hausser à 160.000. Au nom de quoi devrions-nous, devrais-je moi-même, verser des impôts pour que des fous furieux assassinent des civils, mes frères, en Israël ??? **Et nos généreux médecins humanitaires de poursuivre, lâchant leur énormité :**

.../ « Un drame se prépare, dont nous serions responsables, nous, Européens. »/...

Voilà une accusation exorbitante, une incrimination insupportable, une victimisation que nous n'accepterons plus : au nom de quoi l'Europe est-elle responsable du sort du « Peuple palestinien » ???

- Parce que nous payons désormais le baril de pétrole 75 \$?

- Parce que nous aurions des obligations particulières par rapport à un Peuple que vit de la mendicité internationale depuis bientôt 60 ans, et n'a inventé pour tout apport à l'humanité que le terrorisme de masse, et la glorification des « martyrs » qui assassinent des Israéliens au motif qu'ils sont Juifs ?

- Parce que nous aurions déjà abandonné le terrain du combat idéologique, laissant aux fascistes de l'islamisme radical la gestion de notre planète, et de nos démocraties occidentales décadentes ?

A toutes ces questions, la réponse est non, définitivement non.

L'aide que nous pourrions apporter au « Peuple palestinien » ne saurait se concevoir que dans une claire volonté de règlement pacifique du conflit avec leurs voisins israéliens.

Pour en revenir à nos amis médecins, grands humanitaires devant l'Eternel, nos bons apôtres de poursuivre :

.../ « Prétendre continuer à «fournir l'aide humanitaire directement à la population», sans passer par le gouvernement, est un leurre. Bloquer par une pression sur les banques l'aide financière que nombre de pays ou bailleurs privés sont prêts à fournir relève de la forfaiture. Cette décision est incohérente. »/...

Mais nos amis médecins sont de grands enfants : nous pourrions commencer de les soupçonner d'avoir une sympathie qui va très au-delà des nécessités humanitaires.

Quand vous avez affaire à un assassin qui affirme bien haut sa volonté de vous annihiler, votre premier devoir est de le neutraliser.

Certes les Juifs, et donc les Israéliens connaissent dans leurs traditions et leur religion la nécessité de faire bon accueil à l'étranger, car rappelle la Torah « Tu as été étranger sur une terre étrangère ».

Il n'est donc pas question de laisser un « désastre humanitaire se perpétrer ».

Il est question d'organiser l'aide autrement, sans passer ni par les corrompus du Fatah, ni par les fanatiques du Hamas : qui reste-t-il demanderez-vous ? Eh bien les Israéliens détiennent de nombreux jeux de clés. Les Palestiniens doivent finir par reconnaître qu'ils

devront partager la proximité de leur Etat avec l'Etat juif, qui cela leur plaise ou non. L'intransigeance de l'assassin ne paiera pas.

Il aura fallu aux Français et aux Allemands (non encore constitués en nation jusqu'à Bismarck) plus de trois siècles de guerre inexpiables et fratricides, pour parvenir dans une Europe dévastée et exsangue, à la conclusion que la paix était garante d'un développement prospère.

Les Israéliens le savent. Shimon Pérès l'a déjà proposé aux Palestiniens et aux Egyptiens.

Ceux-ci n'y ont vu qu'une nouvelle illustration d'une volonté hégémonique des Juifs au Moyen-Orient, qui leur aurait été révélée dans les « Protocoles des sages de Sion »

Les auteurs nous font alors des révélations intéressantes sur l'origine des fonds versés. Oyez plutôt, bonnes gens, et vous, contribuables tondus :

../ « Notre travail, parti d'une initiative privée, a été financé par le Conseil de Paris, puis par des fondations privées. Limité initialement au traitement chirurgical des paralysies par balles, le champ de nos missions s'est élargi ; à la demande des Palestiniens, **puis sur fonds de la direction de l'Action humanitaire du ministère français des Affaires étrangères. Et voilà que notre maigre financement public n'est pas renouvelé pour 2006. Avons-nous démerité ? Notre travail serait-il devenu sans objet ?**

Non, chers confrères, vous n'avez pas démerité : vous accomplissez une œuvre humanitaire grandiose. Nous vous admirons avec lustre.

Le seul hic, c'est que « l'humanitaire » est aujourd'hui le seul instrument de notre politique étrangère, prouvant la faiblesse des capacités de la France et de l'Europe de peser à l'international.

L'humanitaire doit relever de l'initiative et de la générosité – ou de la charité – privées, et comme notre caisse nationale de l'assurance maladie en est aujourd'hui à un déficit abyssal de 150 milliards d'euros cumulés, il est temps de s'occuper aussi de nos petits soucis bien français.

Je passe sur l'épisode du centre de radiothérapie, et du centre de cardiologie interventionnelle installés à nos frais en « Palestine », dont après tout, nous n'avons pas à assumer la charge, même si nous commençons à « accueillir en France toute la misère du monde », comme avait préconisé de NE PAS le faire Michel Rocard quand il créa le RMI en 1990.

Les auteurs en arrivent à leur péroraison :

../ « Quelle cohérence y a-t-il à payer, avec nos deniers, puis à torpiller les mêmes programmes ? La faculté de médecine de l'université al-Qods, à Jérusalem-Est, qui produit depuis cinq ans 60 médecins, est en état de banqueroute : 17 millions de dollars de dettes laissées par le gouvernement précédent, est en grève depuis quelques jours »/...

Mais nous ne sommes en rien responsables de la banqueroute du système hospitalier palestinien, d'autant que le système hospitalier français sera en état de banqueroute avant la fin de l'année.

Charité bien ordonnée commence par soi-même...

.../ « Et voilà que l'Union européenne prétendrait n'accorder sa confiance qu'à un président palestinien désormais minoritaire, en état de cohabitation. Ne voudrait avoir, et interdit à quiconque d'avoir, le moindre contact avec les élus palestiniens. Quel exemple de démocratie donnons-nous ? » /...

Tout simplement l'exemple de la cohérence en politique : le Hamas est une organisation terroriste, d'inspiration fasciste, dont la philosophie est résumée dans le slogan « le prophète est notre guide (sinistres antécédents des « guide/führer/duce/caudillo/raïs), le jihad est notre voie, la sharia est notre loi, la mort dans le chemin d'Allah est notre but suprême ».

Oui face à ces « fous d'Allah, l'attitude politique raisonnable est la défiance, le refus de coopérer.

Le chancelier Hitler, élu le 30 janvier 1933 en Allemagne, était-il un exemple de démocratie ?

M. Hanyeh, qui promet la « destruction de l'entité sioniste » et l'imposition de la sharia l'est-il ?

Nos médecins si dévoués, qui n'ont apparemment pas assez à faire chez eux, concluent :

Cette mesure, imposée aux ONG qui travaillent en Palestine, a-t-elle la moindre crédibilité ? En d'autres termes, aurions-nous pu opérer plus de 500 Palestiniens sans l'aval du ministère de la Santé ? Il est urgent que l'Union européenne accepte le dialogue avec un gouvernement librement élu.

Un jour, la négociation s'est ouverte avec l'OLP. Le dialogue avec le Hamas viendra, nous le savons tous. Quel intérêt y aurait-il à provoquer délibérément un désastre sanitaire et social ? Une troisième intifada ? »/...

La menace voilée qui pèse dans cette dernière phrase est l'un de ces exemples de chantage absolument insupportable : je refuse d'aider celui qui me menace.

Comme médecin, je suis tenu de donner mes soins à tout un chacun, pas à mon assassin, pas sous la contrainte, pas sous la menace « d'une nouvelle intifada ».

Si c'est là toute l'argumentation que voudraient concentrer ces confrères « humanitaires », je les renvoie à leurs chères études : ils ont un très grand trou dans leur code de déontologie.

Cette remarque est d'autant plus piquante que dans un article de Georges Malbrunot daté du même jour, intitulé « Apre bataille de fonds entre Abbas et le Hamas », (http://www.lefigaro.fr/international/20060427.FIG00000015-apre_bataille_de_fond...) L'auteur, réputé bon connaisseur de la région du Proche-orient et propalestinien invétéré, écrit :

.../ « Fonds secrets de l'OLP bloqués.

Le véritable trésor de guerre dont pourrait disposer Abbas est constitué des fonds secrets de l'OLP. Ils s'élèvent à 3 ou 4 milliards de dollars, selon Israël. Ils sont le fruit d'investissements en Afrique et de participations diverses. Leur gestion opaque avait été

confiée par Arafat à un petit groupe d'amis de l'étranger, dont son financier de l'ombre, le Kurde irakien Mohammed Rasheed. Mais un an et demi après la mort du « Vieux », Mahmoud Abbas ne dispose pas de toutes les clés d'accès aux coffres. »/...

Et Malbrunot poursuit des révélations croustillantes sur la générosité des « frères arabes » :

.../ « Quoiqu'il en soit, Mohammed Abbas n'a pas envie de puiser dans les caisses de l'OLP ou du FIP pour renflouer celles d'une Autorité dominée par des islamistes, qui refusent de faire le moindre geste en faveur d'un dialogue avec Israël. »/.../... « Avant d'intégrer l'OLP, les islamistes exigent en effet de la « restructurer sur des bases nouvelles ». Sous entendu : pouvoir la contrôler.

.../ « Désargentés, vont-ils devoir assouplir leurs positions ? Cent jour après leur victoire aux législatives, les islamistes paraissent acculés. » C'est la raison pour laquelle ils ont accepté cette semaine qu'une éventuelle aide internationale passe par Abbas », indique un diplomate.

Leurs responsables font le tour des pays du Golfe pour trouver de l'argent. Mais pour l'instant, les promesses de dons des « frères arabes » sont restées lettre morte. Il en est ainsi des 55 millions de dollars mensuels octroyés lors du sommet arabe de Khartoum en mars, ou des 90 millions promis par l'Arabie saoudite. Après le dernier attentat islamiste à Tel Aviv que le Hamas a refusé de condamner, plusieurs pays arabes, sous la pression américaine, ont dû retarder leurs versements. Auparavant déjà, Washington avait demandé aux banques arabes de cesser de gérer les fonds publics palestiniens. Redoutant une fermeture de leurs succursales aux Etats Unis, elles ont obtempéré. Pour contourner ces interdits, les islamistes ont eu recours à des tours de passe-passe, comme de convertir certaines aides de dollars en euros. Mais les mailles du filet se resserrent. Si jamais le mécanisme du transfert de l'aide internationale via les services de Mahmoud Abbas ne fonctionnait pas, les islamistes n'hésiteraient pas à en faire porter la responsabilité à leur adversaire. Dans leur bras de fer avec Mahmoud Abbas, les intégristes n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. « Ils pourraient très bien sortir les dossiers de la corruption qu'ils possèdent sur plusieurs personnalités du Fatah », avance un autre diplomate du Moyen-Orient.

Georges Malbrunot nous fait donc découvrir le merveilleux pays du Hamasland : que de gens délicieux !

Dans « l'Express » de la semaine,

.../ »La question de l'aide occidentale aux Palestiniens, remise en cause depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, sera au coeur de la visite du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, jeudi et vendredi à Paris : <http://www.lexpress.fr/>

.../ "Comme l'a souligné le président de la République, il est important de réfléchir à ces modalités afin de poursuivre l'aide à la population palestinienne qui est une nécessité pour des raisons politiques, humanitaires et économiques", a déclaré mercredi le porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattéi, lors d'un point de presse électronique"...

Le rédacteur poursuit :

.../ "Les Etats-Unis et l'Union européenne ont suspendu leur aide directe au gouvernement palestinien formé par le Hamas le 29 mars, dans la foulée de sa victoire électorale du 25 janvier.

Lors d'une visite officielle en Egypte, la semaine dernière, Jacques Chirac avait jugé qu'il serait "à la fois injuste et politiquement maladroit de faire payer la population palestinienne".

Le président français et son homologue égyptien Hosni Moubarak avaient prôné la poursuite de l'assistance humanitaire selon des modalités à définir "dans des conditions respectueuses des règles de la démocratie"../...

L'émission 7 sur 7 du 28 avril poursuivait le tir de barrage médiatique :

Discussions sur le paiement des fonctionnaires palestiniens

.../"Le président français Jacques Chirac a indiqué, vendredi, que la France allait proposer à ses partenaires internationaux de créer un "fonds fiduciaire" géré par la Banque mondiale pour payer les 160.000 fonctionnaires palestiniens."../... : [Nous en sommes donc à 160.000 fonctionnaires palestiniens !](#)

[Lire la suite sur http://www.7sur7.be](http://www.7sur7.be)

Reprise de l'aide

.../ M. Chirac s'est entretenu avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas qui achève une tournée destinée à alerter sur la situation financière catastrophique dans les territoires. M. Chirac devrait présenter ses propositions lors de la réunion du Quartette (Etats-Unis, Russie, Union européenne, Onu) du 9 mai.

M. Chirac "a indiqué que la France proposerait à ses partenaires européens et internationaux (...) que l'on réfléchisse très rapidement à un dispositif qui permette la reprise de l'aide"../...

[M. Kofi Annan n'est donc pas en reste : la situation au Darfour peut bien attendre.](#)

[Le 26 avril 2006, le secrétariat général de l'ONU émet un "message" pour l'assistance au Peuple palestinien, lu au Caire par Mme Angela Kane, "sous-secrétaire générale aux affaires politiques", qui révèle l'ampleur de la distorsion des réalités historiques dans le monde diplomatique. Titré :](#)

["Kofi Annan demande à nouveau aux deux parties de respecter les obligations que leur impose le droit international, et de s'abstenir d'actions pouvant mettre des civils en périls".](#)

[\(http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/SGSM10434.doc.htm\).](http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/SGSM10434.doc.htm)

[Je vous renvoie à la lecture de la totalité de ce texte qui laisse tout à fait stupéfait.](#)

[Annan "respecte la décision du Peuple palestinien" \(portant le Hamas au pouvoir\), espérant que le "nouveau parlement palestinien s'emploiera à satisfaire l'aspiration de ce peuple à la paix et à un Etat" ...](#)

[M. Annan prend ses rêves pour des réalités, et les enfants du bon dieu pour des canards sauvages :](#)

[Demandant en introduction de dédouanement à l'AP :](#)

[.../"de réaffirmer l'attachement des Palestiniens au principe de la non-violence, de la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence, et de l'acceptation des accords et des obligations précédemment souscrits, y compris la feuille de route"../...](#)

Autrement dit, M. Annan demande en préambule au scorpion hamascène de s'arracher son dard venimeux pour devenir présentable.

Ensuite, Kofi Annan reprend tous les poncifs de la propagande de la Ligue Arabe. Il poursuit :

.../ "Je demeure extrêmement préoccupé par l'intensification e la violence, les attaques à la roquette et les attentats-suicides du côté palestinien, ainsi que les frappes aériennes, les tirs d'artillerie et les opérations au sol du côté israélien/...

Mais les représailles ne sont pas de la « méchanceté gratuite". Ce langage est intolérable : M. Annan utilise la phraséologie de la symétrie, chère aux démagogues pro-palestiniens

M. Annan évoque le risque de "survenue d'une crise humanitaire majeure"...

../"L'ONU rappelle à Israël ses responsabilités en tant que puissance occupante"...

Cet argument est l'articulation dont le terrorisme international fait un usage abusif. Il évoque aussi

"La construction d'une barrière dans le territoire palestinien occupé, qui se poursuit au mépris de l'avis consultatif donné par la Cour Internationale de Justice"../...

Là encore, M. Annan n'est pas un imbécile innocent : il sait que ses prises de position ont de l'impact.

Or, il n'y a pas de "territoires occupés" depuis 1967. La prise de contrôle de la bande de Gaza et de la Rive occidentale (dite "Cisjordanie"), est la conséquence de la guerre d'agression de la coalition égypto-syro-jordanienne en 1967.

Auparavant, ces territoires administrés respectivement par l'Egypte et la Jordanie avaient fait l'objet d'une guerre de conquête, lors de la guerre d'indépendance d'Israël en 1948 : il s'agit donc bien de territoires "disputés", avec une ligne d'armistice dessinée lors des accords passés entre les belligérants en 1948 et 1949, sans qu'un traité de paix définitif ait été signé.

En 1979, quand Sadate signa un traité de paix avec Menah'em Begin, il accepta le retour du Sinaï sous souveraineté égyptienne, mais refusa la bande de Gaza, qu'il savait déjà être un nid de vipères.

De même, au cours des années 1970, avant de signer un traité de paix avec Israël dans les années 1980, le roi Hussein de Jordanie renonça unilatéralement au contrôle de ce qu'on appelle improprement la "Cisjordanie" : Parle-t-on à Paris de la rive droite de la seine comme de la "CisSéquanie". Certes non !

Annan termine son plaidoyer pro domo en annonçant que l'aide au Peuple palestinien devra non seulement être maintenue, mais encore amplifiée, avec un rôle accru de l'ONU.

Et si nous faisons au contraire le constat d'un échec retentissant, grave, durable, permanent, profond de l'ONU dans le règlement de cette affaire, comme de tant d'autres conflits dans la monde : lors du génocide au Rwanda, l'ONU n'a pas levé le petit doigt pour arrêter le massacre, et s'est contenté de la création d'une cour de justice après coup pour punir quelques lampistes.

De même au Darfour, l'ONU laisse les forces de l'Union Africaine s'empêtrer dans l'impuissance, et ne saurait contrarier le tout puissant lobby de la Ligue Arabe, qui fait la pluie et le beau temps dans l'enceinte de la maison de verre de New York.

Le nouvel ambassadeur à l'ONU, John Bolton, avait tout à fait raison quand il y a quelques années, il déclara que sur les quarante étages de l'immeuble de verre qui abrite l'ONU à New York, si on supprimait les dix derniers, nulle conséquence dommageable ne se produirait.

Cette espièglerie lui a été beaucoup reprochée lors des auditions qui précédèrent sa nomination.

C'est pourtant bien John Bolton qui a raison, : l'institution de l'ONU est aussi rouillée, vermoulue, incapable de régler les missions de sa charte que l'était sa peu glorieuse devancière, la "Société des Nations", créée après la première guerre mondiale.

La maison de verre est corrompue jusqu'à la moelle comme l'a démontré le scandale "pétrole contre nourriture" lors des sanctions contre l'Irak.

Elle est totalement inefficace, car l'éventail des mesures de rétorsion qu'elle peut imposer à un Etat voyou mettant la planète entière en péril, est ridicule.

Les dirigeants iraniens peuvent continuer de défier "la communauté internationale" et de construire leurs bombes atomiques, l'AIEA, émanation de l'ONU, et en dernier ressort le conseil de Sécurité de l'ONU, ont déjà manifesté leur totale impuissance dans ce domaine.

La réforme de l'ONU, voire sa suppression, est une priorité : ce débat-là ne pourra pas être repoussé longtemps. Quand des incapables corrompus ont été laissés trop longtemps en charge, il faut reprendre avec créativité et énergie la direction des opérations.

On peut poser la question : le Hamas a-t-il été élu en janvier 2006 à la majorité écrasante de 73 % par MM. Chirac, Prodi, Annan, et tous nos soi-disant civilisés qui nous expliquent en manière d'excuse que c'était pour chasser les corrompus du Fatah, que la générosité internationale entretenait depuis au moins la signature des accords d'Oslo, soit depuis 1993, avec une évaporation de l'argent des dons internationaux atteignant des dizaines de milliards de dollars, alors que le "Peuple palestinien" végétait en effet dans la misère ?

Doit-on donc reprendre le même circuit pour que les corrompus d'hier, blanchis par les dirigeants de la "communauté internationale", puissent reprendre leurs petits trafics, et leurs détournements géants ?

Ne s'est-on pas suffisamment moqué du monde ?

N'a-t-on pas mesuré que pour l'heure, élections "démocratiques" ou pas, le « Peuple palestinien » est un peuple malade mentalement, mineur politiquement, et incapable de se piloter lui-même ? Doit-on rappeler que les élections de janvier 1933 en Allemagne avaient porté au pouvoir Hitler et le parti nazi ?

Doit-on faire porter à l'Etat d'Israël, à sa démocratie exemplaire, aux 5,2 millions de Juifs qui y vivent de leur travail acharné, avec un million d'Arabes musulmans et peu de Chrétiens, les incohérences, et la haine rance de la diplomatie internationale.

La réponse est évidemment Non.

Car il est bien clair que si, ce qu'à Dieu ne plaise, et que nous ne laisserions pas survenir, la sécurité existentielle d'Israël était vraiment compromise, la sécurité du monde au niveau global non seulement n'en serait pas assurée, mais le monde serait appauvri, et s'acheminerait vers une régression civilisationnelle d'une ampleur jamais connue.

Voilà la clé du problème "israélo-palestinien" ou bien pour mieux le dire, "arabo-israélien" :

Dans la doctrine musulmane, une terre conquise, un "Dar al Islam", l'est pour l'éternité. En conséquence, l'implantation de "l'entité sioniste" dans la région est intolérable au monde arabe : ne se faire aucune illusion sur leurs intentions majoritaires.

Les Arabes croient avoir l'éternité devant eux ; leur religion est actuellement en expansion aussi bien démographique, que pratique.

Démographique, car ils ont bénéficié des progrès de la Médecine, de l'hygiène, de l'alimentation, que l'Occident leur a apportés.

Pratique, parce que malheureusement la bêtise humaine, et non pas le bon sens, est la chose la mieux répandue au monde.

L'Islam étant une religion prosélyte, d'exercice à la fois simple et multiple, peu exigeante en matière spirituelle, facilitatrice en matière de "boucs émissaires" pour assouvir ses frustrations - les femmes d'abord, haïes, méprisées et enviées pour leur pouvoir génésique qui les fait participer de la création, considérées comme des mineures perpétuelles, les Juifs bien sûr, qui font l'objet de la haine farouche qu'inspire la jalousie et l'envie de ceux qui réussissent par leur talent et leur travail, comme le faisait récemment remarquer la psychiatre américaine d'origine syrienne, mais aussi les Chrétiens, témoins des manipulations historiques du Coran : la Torah et les Evangiles auraient été « falsifiés », et ce sont les derniers arrivés, des nomades d'Arabie, illettrés comme on le reconnaît pour le "prophète Mohammed", qui détiendraient la vérité sur des textes qui les précédaient de plusieurs siècles ou millénaires ???

C'est typiquement la situation où "le voleur crie : Au voleur !".

Au nom de quoi, en cette période où nous devons rédiger notre déclaration de revenus 2005 pour les impôts à verser, et du paiement du 2ème tiers de cet impôt, au nom de quoi donc devrions-nous verser de l'argent à nos pires ennemis, qui non seulement déclarent leurs promesses mortifères, mais encore les mettent à exécution ?

Je vous le dis M. Chirac : vous n'avez aucune légitimité à exiger de nos compatriotes qu'ils versent leur obole obligée à une "Autorité Palestinienne" qui n'a d'autorité que pour la violence, et règne sur un peuple de mendiants terroristes.

La générosité, pas plus que la charité, M. Chirac, ne saurait s'imposer : il existe des Fondations qui donnent des sommes considérables de façon volontaire.

Vous ne pouvez pas obliger nos compatriotes, pas plus que les Européens, à verser les sommes qui conduiront à des attentats terroristes.

C'est par votre attitude dictatoriale, en n'écouter jamais que votre caprice et vos emportements, que vous avez dégoûté les Français : le Non au projet de traité constitutionnel européen, en l'occurrence si tortueux, a été votre bol de ciguë politique. Si vous aviez eu le moindre sens de la dignité, vous auriez donné votre démission comme le général de Gaulle après l'échec du référendum de 1969.

Mais vous vous accrochez au pouvoir comme à une bouée de sauvetage, espérant sans doute par là échapper aux comptes que vous aurez à rendre devant la justice. Si vous échappiez à la justice des hommes dans le temps court, vous n'échapperiez au jugement de l'histoire. Et dans ce domaine, votre bilan est absolument lamentable : avec les atouts dont la France dispose, vous l'avez menée non pas au bord du gouffre, mais vous nous y avez entraînés.

Avec des conséquences sur le plan sociologiques qui ne font pas l'objet de cet article. Laissez moi vous dire cependant, que votre lutte pour le moins ambiguë contre l'antisémitisme, qui a laissé le pays s'enfoncer dans une barbarie assez hideuse pour qu'un jeune juif, Ilan Halimi, y soit torturé à mort pendant trois semaines dans une cité de la banlieue parisienne, n'est que la pointe de l'iceberg de notre déchéance.

Nous connaissons le principe léniniste qui veut que "Les Bourgeois nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons".

Eh bien M. Chirac, instruits des roueries de l'histoire, nous ne serons pas vos dupes. Aucune commisération pour ces barbares terroristes qui affirment leur volonté de détruire l'Etat juif, et de perpétrer un nouvel holocauste des Juifs. Nous ne nous laisserons pas faire.

Quant aux décisions que les dirigeants israéliens devront maintenir face à un ennemi arrogant, affaibli et venimeux, elles sont faciles à dégager :

- Aucune négociation avec les dirigeants du Hamas.
- Intransigeance politique avec l'autorité palestinienne.
- Gestion des secours alimentaires et humanitaires (santé, fourniture des services de base comme l'eau, l'électricité) en coopération avec des organisations neutres, non étatiques.
- Dissolution de l'UNWRA, organisation corrompue emplie d'incapables qui perpétuent leur inanité.
- Recherche de conditions de « cohabitation honorable » avec les Palestiniens désireux de la paix.

Selon la Bible, Amalek représente l'ennemi irréductible du Peuple juif, contre lequel on ne doit pas transiger. Le Talmud dit au sujet d'Amalek « qu'il ne faut pas être juste à l'excès ».

Les Amalécites étaient un peuple sémite habitant le Néguev, contre lequel luttèrent successivement Moïse, le roi Saül et le roi David.

Le Roi Saül laissa la vie sauve au roi des Amalécites, après qu'ils eurent subi une défaite retentissante.

Ainsi libéré, Amalek enfanta un descendant à l'origine d'Amman, le conseiller d'Assuérus qui voulut faire disparaître la totalité du Peuple juif, à l'époque de l'exil babylonien.

C'est l'objet de la « fête des sorts », Pourim.

Ensuite, les commentaires sur Pessah' – la Pâque juive - ajoutent qu'à chaque génération, un représentant d'Amalek veut reprendre cette sinistre tâche d'anéantissement.

Nous avons connu Hitler, après les pogromes, l'inquisition, les expulsions confiscatoires de divers pays européens, les Romains et les Assyro Grecs...

Ahmadinejad pourrait bien être leur sinistre successeur actuel.

Symboliquement, Amalek représente aussi le doute qui s'implante dans le cœur des Juifs.

Doute qui suscite la discorde dans nos rangs, quand l'unité de la minorité que nous sommes est indispensable pour préserver notre message au monde.

Le scorpion du Hamas doit être écrasé, définitivement, sans pitié, sans tergiversation.

Les représentants d'Amalek doivent être détruits, jusqu'au dernier.

La paix du monde est à ce prix.